



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

24 nov. 2023

N° 311

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

APAID : PATRONS ESCROCS FACE À DES TRAVAILLEURS RÉVOLTÉS !



Jeudi 16 novembre, vers 9 h AM, à l'usine Premium, propriété de la famille Apaid, la colère des travailleurs a monté d'un cran quand la direction de l'usine a annoncé la fermeture définitive de l'entreprise. Les ouvriers ont arrêté le travail sur le champ pour réclamer le paiement immédiat de la quinzaine de travail en cours, les prestations légales et dédommagement, sans oublier les prélèvements pour l'ONA détournés par la famille Apaid pendant environ 5 ans.

En face des ouvriers en colère, Clifford Apaid, le patron de Premium accompagné de son père, André Apaid, pensait que la décision allait passer comme une lettre à la poste, mais la surprise a été désagréable.

Les deux escrocs, père et fils, ont dû passer toute la journée et la nuit blanche sur place dans une atmosphère tendue et électrique. Ils ont eu ainsi l'occasion de mieux connaître les ouvriers survoltés, scandant leurs revendications. Massés devant toutes les portes de sortie, ils montaient la garde, empêchant les deux malfrats de s'enfuir. Déstabilisés et pris de panique, ils étaient tantôt assis, tantôt debout, rivés au téléphone pour appeler la Police.

De leur côté, les ouvriers, chauffés à blanc, ont oublié la faim, la soif et le sommeil. Surexploités le jour dans ces entreprises de soustraction, vivant dans des bidonvilles en proie à la violence des gangs, affamés par ces patrons qui leur versent un salaire de misère, ces ouvriers ne connaissent jamais de jours heureux et ont laissé éclater leur colère.

De 9h AM, le jeudi, jusqu'à 4 heures AM le vendredi, les travailleurs, en majorité des femmes, ont maintenu la mobilisation sans arrêt dans l'enceinte de l'usine, réclamant leur dû avant même de quitter l'usine. Vers 5h du matin, la grosse artillerie est intervenue : un blindé de la Police a pénétré de force dans la cour après avoir enfoncé la barrière principale. Parmi les policiers, un juge venu faire le constat et demander aux ouvriers de laisser partir les deux détenus, épuisés et mal en point.

C'est déjà une première victoire des travailleurs ! Elle est morale et psychologique ! Le temps où les patrons pouvaient se permettre n'importe quoi est révolu. Grâce à leurs luttes constantes : arrêts de travail, grèves, mobilisation et manifestations pendant plusieurs jours d'affilée, une partie de la classe ouvrière a acquis une conscience de classe et de la combativité. Face à la cupidité et à l'arrogance des patrons, les travailleurs comprennent de plus en plus qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leurs forces et leurs luttes. C'est bien la voie de leur émancipation ! ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - APAID : des patrons escrocs face à des travailleurs révoltés !

Leur société

- ⇒ Page 2
 - L'État au service des classes possédantes
 - Grève avec occupation d'usine organisée
 - Mariani tombe sous le contrôle des gangs armés
- ⇒ Page 3
 - Recrudescence des affrontements entre gangs
 - Luis Abinader: une provocation de plus

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Sibvansyon pou tout travayè !
 - Premium Apparel: les escrocs ont eu chaud
- ⇒ Page 4
 - Une fin d'année catastrophique pour les

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Les frontières nationales : des prisons pour les travailleurs et les pauvres

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

L'ÉTAT AU SERVICE DES CLASSES POSSÉDANTES

L'expérience des ouvriers de Premium vient de le prouver une fois de plus. En lutte avec les travailleurs qui lui réclamaient leur dû, celui qui vient d'être sanctionné pour ses liens avec les gangs armés et pour avoir financé la violence, André Apaid Junior et ses associés, ont pourtant reçu le jeudi 9 novembre 2023 le soutien sans faille du gouvernement qui a dépêché un bataillon de policiers avec deux chars blindés, des fonctionnaires de justice etc. aux abords de son usine Premium Appareil sur la route de l'aéroport.

Sans la combativité des travailleurs, leur clairvoyance, leur maturité et la présence d'un journaliste qui relatait en direct le déroulement du conflit, les autorités semblaient déterminées à tout faire, y compris à perpétrer un massacre pour soustraire André Apaid de ses devoirs envers ses ouvriers qui revendiquaient leurs droits. La présence des officiers de justice jusqu'aux petites heures du vendredi 10 allait peut-être dans ce sens. Ils auraient validé la tuerie des travailleurs accusés d'être des criminels, des assaillants, des voleurs qui attentaient à la vie du patron.

La décision de fermer l'entreprise, prise depuis longtemps, M. Apaid avait tout le temps pour préparer les indemnités des travailleurs, mais il n'a rien fait. S'inspirant

de l'exemple de plusieurs de ses collègues patrons qui ont renvoyé nombre de leurs ouvriers sans un sou, il croyait pouvoir le faire aussi avec ses travailleurs. Les ouvriers avaient raison de se mobiliser pour réclamer leur argent sur le champ.

Apaid pouvait, comme il sait le faire, trouver le personnel nécessaire pour régler cela au sein même de l'entreprise en un, deux ou trois jours, qu'importe ! Les travailleurs ne mettaient pas sa vie en danger, ils réclamaient seulement leurs salaires.

Ils sont des milliers d'ouvriers qui ont perdu leur emploi ces trois dernières années. Dans leur grande majorité, ils ont été renvoyés sans un centime. Baladés devant les bureaux des affaires sociales ou devant les locaux de

leurs anciennes entreprises, ils n'ont jamais reçu d'aide de l'État pour être dédommagés. Au terme de plusieurs décennies de dur labeur, de privation de toutes sortes, ils se retrouvent sur le pavé. Souvent leurs employeurs se convertissent en toute impunité dans d'autres secteurs d'activité avec leurs capitaux sans s'inquiéter.

En intervenant du côté d'André Apaid Junior, l'État bourgeois et ses institutions montrent qu'ils entendent tout mettre en œuvre pour voler au secours des classes riches contre les classes populaires. Les luttes libératrices des travailleurs doivent se donner pour tâche d'exproprier cette classe de parasites et de détruire de fond en comble l'État qui est à son service.■

GRÈVE AVEC OCCUPATION D'USINE ORGANISÉE

Plus d'une centaine d'ouvriers de Premium Appareil ont décidé spontanément d'occuper l'usine en gardant le patron et quelques actionnaires de l'usine avec eux. L'objectif était de faire monter la pression de façon à obtenir satisfaction à leurs revendications. Une forme de lutte et de mobilisation consciente des travailleurs qui rejoint par-là les diverses formes de protestation que l'histoire du mouvement ouvrier international a expérimentées.

La nuit du 9 au 10 novembre 2023 figurera dans la liste des exemples où les ouvriers, au cours de leur lutte, ont pris le contrôle de leur usine le temps d'un ou de plusieurs jours. Après l'allégeance des agents de sécurité de l'usine, les travailleurs de Premium Appareil ont eu le contrôle de toutes les barrières. À l'intérieur, aucun endroit ne leur était interdit. Les travailleurs pouvaient se réunir librement pour organiser leurs protestations. Ils ont confectionné des pancartes portant leurs revendications, ils ont formé des petits groupes pour discuter entre eux tout en mettant en place un dispositif de surveillance pour contrer la police qui les harcelait.

Bien que cette forme de protestation,

grève avec occupation d'usine, soit pour le moment à un stade embryonnaire dans le mouvement des travailleurs haïtiens, il y a toutefois une tendance à y recourir, notamment dans le secteur de la sous-traitance.

En janvier 2022, les ouvriers de Valdor, constatant que les dirigeants avaient décidé de fermer l'usine sans les avertir, avaient vite gagné l'usine tout en alertant ceux qui habitaient loin. Ils ont retenu un dirigeant surpris en train de récupérer des dossiers de l'entreprise pour s'enfuir au Sri Lanka.

La grève de Sisa en 2019, après la mort d'une ouvrière privée de soins dans un centre de l'OFATMA avait offert aux ouvriers du Sewing International S.A l'occasion d'occuper

l'usine à maintes reprises. Des groupes d'ouvriers ont veillé dans l'usine pendant plusieurs nuits. Cela a constitué une expérience mémorable pour tous les grévistes et même au-delà de l'usine.

Les grèves avec occupation d'usine, quand elles sont planifiées, organisées par tous les grévistes dans des assemblées, peuvent être une arme redoutable entre les mains des travailleurs dans leur lutte contre leurs exploiters. Tel a été le cas en Russie où, pendant la révolution russe de 1917, les usines occupées par des ouvriers regroupés en Soviets avaient constitué le laboratoire de l'organisation de la révolution qui enfantera le premier État ouvrier, et l'espace de gestation de l'embryon de la dictature du prolétariat.■

MARIANI TOMBE SOUS LE CONTRÔLE DES GANGS ARMÉS

Comme à Carrefour Feuille et à Savane Pistache au mois de septembre dernier, c'est au tour de la population de Mariani, banlieue située à plus de 13 km de Port-au-Prince, de subir les affres des gangs criminels, principalement celui de Gran Ravin, depuis le 1er novembre 2023. Plusieurs milliers de personnes, entre 3 à 5 mille, ont abandonné la zone pour se réfugier dans certaines familles des localités avoisinantes qui les ont accueillies. Plus d'une dizaine d'entre elles ont été tuées dont un policier, d'autres sont portées disparues. Les appels à l'aide de la population sont vains. Les interventions tardives de la police n'ont rien changé à l'évolution de la situation, et la zone, Mariani est tombée dans l'escarcelle des gangs criminels.

Le contrôle de Mariani permettra aux gangs de Gran Ravin et du Village de Dieu de resserrer l'étau autour des 4 départements du Grand Sud. Ils ont mis la main sur un abattoir que contrôlait un autre gang. Ils veulent aussi contrôler le trafic des camions de marchandises qui desservent le Grand Sud dont une partie du trajet se fait par mer pour échapper au gang du Village de Dieu.

Le mode opératoire est partout pareil. Les gangs attaquent souvent par surprise avec le concours de quelques malfrats locaux. Lourdemment armés de fusils de gros calibre, de gaz lacrymogènes, ils font fuir la population, tuent ceux qui résistent, mettent le feu partout, hôpitaux, postes de Police, écoles, bâtiments publics et établissent leur régime de terreur.

Vidée de ses habitants et devenue un champ de ruines, la zone nouvellement

conquise sert de base pour développer et planifier les futures attaques criminelles des gangs contre la population.

Cette marche en avant des gangs va continuer tant qu'ils ne sont pas stoppés. Quel que soit l'endroit, le quartier, la commune, le département où la population habite, elle peut se réveiller un matin avec le bruit des tirs des malfrats qui donnent l'assaut. Se préparer dès maintenant pour les contrer, c'est faire preuve de conscience de cette nouvelle réalité imposée par les gangs.

La politique du gouvernement, de la Police, de la classe politique, de l'ONU, des ambassades des grands pays dits amis d'Haïti a montré toute son inutilité. Seules les luttes conscientes des masses exploitées mobilisées sont en mesure de stopper et de faire reculer les malfrats.

Pendant la période de Bwa Kale, la

population l'a fait, les habitants de la commune de Mirebalais l'ont fait aussi récemment; quelques quartiers de Port-au-Prince résistent encore. Arrêter le train de la mort et de la dictature des gangs et de leurs commanditaires, ce sera l'œuvre de la mobilisation générale des masses exploitées.■



RECRUDESCENCE DES AFFRONTEMENTS ENTRE GANGS

A Sarte, Belecourt, bas Delmas Cité Soleil, Bel-air, les gangs du G9, Chen Mechan et Ti Gabriel se font la guerre. Depuis tantôt trois semaines, il y a une recrudescence des affrontements dans les zones de Cité Soleil, de la Plaine. De l'extérieur, il est difficile de cerner les raisons exactes de ces conflits, tant elles peuvent être nombreuses. Ayant facilement accès à des armes sophistiquées et de gros calibre, encouragés par l'impunité, ces bandits se livrent la guerre pour un oui ou pour un non.

Depuis le fiasco de « Vivre Ensemble » fin octobre, une tentative de conglomerer les principaux gangs de l'aire métropolitaine pour mieux asseoir leur emprise sur les masses populaires, les animosités entre gangs armés et à l'intérieur d'un même gang sont reparties à la hausse. La décomposition touche apparemment plus le groupe de Barbecue G9.

Dans ce présent conflit, il est bruit que Ti Gabriel du groupe G-Pep profite de la mort d'un chef de gang de G9, Iska, pour envahir sa zone. Chen Mechan s'est joint à des soldats d'un autre chef de gang assassiné, Tyson, pour régler leur compte. Kempès, proche d'Izo, attaque des proches

de Barbecue à Delmas 24 et bas Delmas, etc.

Si quelques petits malfrats se font tuer dans ces affrontements, ceux qui en pâtissent le plus, ce sont les travailleurs, les masses populaires qui, faute de mieux, sont obligés de rester prisonniers de ces voyous dans leurs zones respectives.

Mercredi, des centaines d'habitants des localités de Pierre VI, de Sarte, de Belecourt, de Duvivier ont fui, emportant avec eux quelques objets, à la recherche d'un refuge. Mais, l'intervention des patrons d'une grosse entreprise de la zone qui financent les belligérants a amené un calme précaire.

Pour régler leurs différends, ces bandits

auraient pu prendre rendez-vous sur un terrain vide pour se massacrer les uns les autres. Mais ces lâches qui ont pris l'habitude de s'attaquer à des femmes enceintes, à des enfants, de prendre par surprise des vieillards, des personnes en train de vaquer à leurs occupations, préfèrent prendre abri derrière la population désemparée des quartiers populaires, où pourtant ils ont pris naissance.

Ces bandits tiennent leur force surtout de la démobilisation des masses populaires. En dépit de tout, ils ne représentent qu'une minorité qui ne fera pas le poids devant une population mobilisée, déterminée à se battre pour sauver sa peau.■

LUIS ABINADER, UNE PROVOCATION DE PLUS

Le 7 novembre dernier, le gouvernement dominicain a déployé ses soldats cantonnés à Dajabon le long de la frontière haïtienne. Ils ont paradé prêt du chantier où des travailleurs s'attèlent à terminer les travaux de construction du premier canal haïtien sur la rivière Massacre. Une situation qui a créé de vives tensions dans la population de la zone frontalière.

Le président dominicain éprouve les pires difficultés à faire taire la grogne des petits producteurs, des travailleurs dominicains contre sa politique qualifiée de raciste et d'homophobe contre les travailleurs haïtiens. Les mesures qu'il a prises pour mettre à genou des haïtiens qui voulaient juste un peu d'eau pour arroser quelques hectares de terre se sont retournées contre lui, contre l'économie de son pays et contre des centaines de travailleurs dominicains.

Dans la presse et également dans les rues, la politique d'Abinader est contestée. Il a beau multiplier des initiatives pour faire baisser la tension mais rien n'y fait, le président essuie échec sur échec. Ses

tentatives pour enrôler les principaux partis d'opposition derrière sa politique guerrière n'ont rien donné. A l'approche des élections, ses concurrents politiques ne lui ont fait aucun cadeau. Dans les rues de plusieurs villes et sur les frontières, les producteurs d'œufs, de fruits, de légume, de matériaux de construction, presque en faillite, disent tout le mal qu'ils pensent de l'arrogance d'Abinader.

D'autre part, ajoutée à sa gestion calamiteuse de la crise née de la construction du canal haïtien, sa politique ultra libérale ayant entraîné une augmentation des prix des produits de grande consommation est mise à l'index. Les classes populaires dominicaines dénoncent les prix exorbitants du loyer, de l'électricité etc...

Tenter à nouveau une provocation sur la frontière haïtiano-dominicaine pour faire taire les contestations contre sa politique au service des classes riches dominicaines, pour rallier des ultra nationalistes, Abinader y croit toujours d'où son dernier coup de poker le 7 novembre dernier

Les classes pauvres de l'île d'Haïti, dominicains et Haïtiens, n'ont pas à se laisser prendre au piège de la provocation bourgeoise. Un travailleur dominicain est plus proche d'un travailleur haïtien qu'un riche dominicain. Un travailleur haïtien est plus proche d'un travailleur dominicain qu'un riche haïtien. Travailleurs haïtiens et dominicains unissons nous.■

DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 7 novembre 2023.

PAWÒL TRAVAYÈ

Sibvansyon pou tout travayè !

Depi yon travayè te touche premye tranche lajan sibvansyon an, menm lè li ochomaj li dwe touche tout rès tranche yo jiskaske pwogram nan fini. Majorite ouvriye ki ochomaj yo te gentan touche lajan 3 tranche deja. Sa vle di non yo te deja enskri nan pwogram nan.

Patwon yo deklare ouvriye ki revoke yo pap jwenn 2 dènye tranche sibvansyon an. Alòske pwogram nan se 5 tranche li ye. Tout travayè alawonnbadè ni sa kap travay, ni sa ki pap travay dwe jwenn sibvansyon Leta a. Paske lajan sibvansyon an se pa yon favè, se yon pati nan lajan taks nou yo Leta retounen ba nou sou fòm sibvansyon.

Semèn ki sot pase a ouvriye Primyòm yo te kanpe travay pandan 2 jou pou te fòse patwon an kale yo lajan 2 dènye tranche yo. Lajan sibvansyon sa se rezilta batay nou ak mobilizasyon nou.

Yon sèl modòd, kit se ouvriye nan chomaj, kit se ouvriye kap travay, nou tout dwe jwenn sibvansyon. Viv solidarite tout travayè ak travayè !

Bouch an bouch yonn di lòt !

OTR-UCI – Jedi 7 novanb 2023
An nou konte sou fòs nou !

PREMIUM APPAREL: LES ESCROCS ONT EU CHAUD

Les actionnaires de l'usine Premium ne se sont pas contentés de voir le gouvernement payer à leur place une partie du salaire de leurs travailleurs sous forme d'une subvention dénommée « accompagnement social », mais en plus, ils l'ont volé. La semaine dernière, après maintes pressions, la direction avait accepté de

distribuer enfin la dernière tranche de cette subvention, soit 10000 gourdes pour les mois de septembre et d'octobre. Cependant de nombreux travailleurs de l'usine ne l'ont pas touchée.

Un cadre de l'entreprise a fait comprendre que certains n'y ont pas droit parce qu'ils étaient en congé, d'autres parce qu'ils s'étaient fait révoquer au cours du mois. Il n'en fallait pas

moins pour déclencher la colère de ces travailleurs qui aussitôt ont mis toute l'usine sens dessus-dessous.

Devant leur détermination, les escrocs n'ont pas eu d'autre choix que de reculer. Le lendemain, tous les travailleurs concernés ont eu leur argent.■

UNE FIN D'ANNÉE CATASTROPHIQUE POUR LES TRAVAILLEURS

Comme le veulent les traditions, les usines de sous-traitance, celles qui restent, fermeront leurs portes le 15 décembre prochain. Une petite période de répit pour celles et ceux qui ont eu la chance de garder leur emploi et qui ont travaillé toute l'année dans des conditions pénibles. De ces traditions malheureusement, seule la date de fermeture des usines peut perdurer, le reste risque de disparaître à cause des détériorations des conditions de vie de la classe ouvrière, à cause des violences des gangs qui ont transformé chaque quartier, chaque coin du pays en une prison à ciel ouvert.

Tout d'abord le « petit pactole » reçu par les travailleurs en fin d'année va se réduire à peau de chagrin. Composé de l'argent de la dernière quinzaine de travail, celui des congés annuels achetés par les patrons et celui de la prime de l'année, boni, c'est la seule période de l'année où les travailleurs reçoivent autant en une fois.

D'habitude, ils en profitent pour payer certains des petits emprunts contractés dans l'année pour pouvoir survivre. S'il en reste, ils en profitent pour acheter un cadeau à leurs enfants, faire une petite beauté dans la pièce où ils habitent. Pour beaucoup d'entre eux, c'est le moment de retourner dans les villes de province voir la famille. Les travailleurs vont peut-être faire abstraction de tout cela tant leurs conditions de travail, leurs conditions de vie ont empiré.

L'année dernière, les salaires étaient bloqués, il n'y a pas eu d'ajustement du salaire minimum. Si les patrons, les grands commerçants donnent de fortes sommes d'argent aux chefs des gangs pour assurer la continuité du fonctionnement de leurs entreprises, ils font payer cette dépense sur les classes populaires par l'augmentation générales des prix. Après les taxes et autres prélèvements, le salaire minimum suffit à peine à payer un bol de riz aux abords de l'usine pour la journée de travail. Le « petit pactole » qu'ils recevront en fin d'année ne leur sera pas d'un très secours, au vu de l'inflation, des nombreux jours de travail perdus, etc.

Par ailleurs, il leur sera difficile, comme par le passé, de rendre visite aux grands-parents dans les provinces car circuler même à l'intérieur de Port-au-Prince d'un

quartier à un autre devient chaque jour plus compliqué avec les guerres des gangs, les kidnappings, les viols. Sortir de Port-au-Prince pour aller dans n'importe quelle ville de province est des plus périlleux. De plus, les prix des transports en commun ont bondi et deviennent hors de leur portée, même pour rejoindre les villes les plus proches.

Ainsi, les plus petits projets des travailleurs sont irréalisables. Les rares moments de joie qu'ils pouvaient se donner disparaissent. Vivre dans ce système, qui pourtant fonctionne par leur force de travail, est un enfer. Il faut la changer, cette société d'exploitation, seules les luttes des travailleurs et des masses populaires pourront le réaliser en détruisant la propriété privée des moyens de production qui constitue ses fondements.■

DANS L'INTERNATIONAL

LES FRONTIÈRES NATIONALES : DES PRISONS POUR LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES

Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, les traités internationaux sur la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux ne manquent pas. Mais cette liberté n'existe pas pour les exploités. C'est le cas en Haïti actuellement. Même ceux dont les vies sont en danger se retrouvent devant de multiples barrières s'ils veulent quitter leur pays à la recherche d'un mieux-être.

Les États-Unis viennent d'intimer l'ordre à leurs laquais au pouvoir en Haïti de suspendre tous les vols à destination du Nicaragua où le visa d'entrée n'est pas obligatoire. Après la fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes en octobre dernier par le président dominicain, c'est une autre porte qui se ferme sur les désespérés fuyant la misère et la violence des gangs qui s'abattent sur les classes pauvres particulièrement.

Pourtant, de la Déclaration universelle des droits de l'homme à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 en passant par de nombreux traités mondiaux et régionaux, il est reconnu le droit des personnes de quitter leur pays et de choisir leur lieu de résidence, surtout quand leurs vies sont en danger.

La réalité du monde dirigé par la bourgeoisie est une tout autre histoire. Les frontières nationales, des lignes tracées sur des cartes, vestiges de rapports de forces militaires vieux de plusieurs générations, et souvent tracés par les puissances colonisatrices ou impérialistes, sont dans la réalité des murs, des barrières érigées entre les rêves et les réalités des individus, les privant de mobilité tout en laissant les marchandises et l'argent circuler sans entraves.

Partout où l'on regarde, ces frontières

séparent les espoirs d'une vie meilleure des réalités oppressives. Haïti et la République dominicaine, qui partagent une même île, sont séparées par des barrières physiques et administratives qui ont atteint des sommets vertigineux au cours des dernières années. Ainsi, le visa dominicain – au cours de l'année 2023 - se vendait jusqu'à 1000 dollars USD contre 50 avant.

Autant de faits qui ne cessent de montrer que les capitalistes et leurs valets au pouvoir ne respectent même pas leurs propres lois. Et ces beaux discours sur la liberté, notamment celle de circuler, ne s'appliquent dans la réalité qu'aux riches.

Ces interdits poussent des milliers de pauvres à se jeter dans des embarcations de

fortune, à périr massivement en mer, pour tenter d'atteindre des pays d'Amérique et d'Europe à la recherche d'un mieux-être économique et social.

Le capitalisme contemporain pousse à l'extrême la contradiction entre l'efficacité des moyens de transport et l'enfermement des pauvres derrière des barrières infranchissables. De même, alors que l'économie et la société sont de plus en plus mondialisées et unifiées, le capitalisme maintient et renforce chaque jour davantage la division entre les peuples. Le renversement de la bourgeoisie par une révolution ouvrière ouvrira la voie non seulement à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, mais aussi à un monde où l'humanité deviendra réellement une et indivisible.■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.